

Note relative aux modalités d'allocation des moyens aux composantes

Décembre 2022

Université de Perpignan Via Domitia

Le modèle d'allocation des moyens assure l'affectation des ressources aux différentes actions qui font la stratégie de l'établissement. Il fait donc le lien et permet l'alignement, entre les moyens et la stratégie. Pour ce faire, il repose sur un ensemble de principes et de règles.

Les principes

Un budget globalisé et négocié dans le cadre des dialogues de gestion

A compter de la préparation de l'exercice budgétaire 2023 et dans un souci de gestion des ressources de l'établissement renforcée, sécurisée et optimisée visant une meilleure sincérité budgétaire, la direction a mis en place le principe d'une allocation de budget globalisée visant à répartir les ressources (subvention pour charge de service public et ressources propres) reposant sur l'identification objectivée des besoins (dépenses prévisionnelles), l'analyse de l'opportunité des dépenses et les consommations budgétaires antérieures.

Dans ce cadre, les dialogues budgétaires, devenus « dialogues de gestion » ont vu leur périmètre s'élargir au-delà de l'élaboration budgétaire et intégrer les questions de stratégie et trajectoire, d'emplois et de locaux. Ces dialogues de gestion ont réuni l'ensemble des services afférents (DSFC, Cellule de pilotage, SFCA, DRH) sous l'autorité de Mesdames la VPCA et la DGS. Ainsi, les dialogues de gestion sont l'unique lieu de discussion des besoins et des moyens et se substituent notamment aux dialogues de gré à gré entre composantes et SFCA concernant les enveloppes FC et Apprentissage.

Une allocation des moyens reposant sur l'identification objectivée des besoins

Comme indiqué ci-dessus, le dialogue de gestion s'appuiera sur les dépenses prévisionnelles remontées par les composantes, prévisions elles-mêmes basées sur une identification objectivée des besoins. Il pourra s'agir de dépenses courantes comme de dépenses afférentes à des projets. Les propositions des composantes seront ensuite analysées conjointement en termes d'opportunité et au regard des consommations budgétaires des périodes précédentes.

D'une manière générale, les décisions budgétaires s'appuieront sur les analyses en coûts complets menés par les services centraux. Ces dernières ont pour objectif de mettre en évidence les charges générées par les différentes missions de l'Université, tant en termes d'enseignement, que de fonctions support, de fonctionnement ou d'immobilier. Ces analyses viendront éclairer la répartition entre les différents services et composantes.

Un point d'attention a été souligné concernant la nécessité de maîtriser le coût de l'offre de formation en forte augmentation et impactant de façon très importante les marges de manœuvre de l'établissement en matière de masse salariale et donc de politique d'emplois. Par ailleurs, l'établissement va déployer un outil, le logiciel des services, permettant de prévoir et de maîtriser le volume horaire de l'offre de formation. C'est bien la nécessité de maîtriser la masse salariale, de dégager des

marges de manœuvre et de préserver l'équilibre budgétaire qui conduisent l'établissement à se doter progressivement de systèmes de prévision et de gestion de leurs charges d'enseignement afin de parvenir à un pilotage de l'offre de formation plus efficient a priori et a posteriori.

Une utilisation assouplie des ressources propres (Apprentissage, Formation Continue)

L'analyse en coût complets montre que dans les faits, les activités de formation (incluant l'apprentissage ou la formation continue) sont principalement à la charge de l'Université dans son ensemble (masse salariale et frais de structure) plutôt qu'à la charge directe des composantes.

Cette analyse, s'appuyant sur la méthodologie nationale de projet de connaissance des coûts des activités (P2CA), donne la répartition des coûts liés aux formations suivante pour l'Université de Perpignan Via Domitia : 88,2% de masse salariale (hors heures complémentaires) et de frais de structure (activités support et soutien), 7,2% d'heures complémentaires et 4,6% de fonctionnement pédagogique.

A ce titre, et dans le contexte du dialogue de gestion attribuant une enveloppe négociée sur des besoins objectivés, 10% de l'enveloppe liée aux ressources propres de l'apprentissage et de la formation continue sera distribuée avec un fléchage vers les heures complémentaires et 10% avec un fléchage vers le fonctionnement pédagogique. Cela permettra de fait une utilisation plus souple de l'enveloppe globale attribuée à chaque composante.

A titre d'exemple, une composante ayant bénéficié, au cours des années précédentes d'une allocation composée de 50% de subvention pour charge de service public (SCSP) et de 50% de ressources liées à l'apprentissage voyait ces derniers 50% contraints dans leur utilisation par les textes concernant l'apprentissage. Avec le nouveau système d'allocation budgétaire, seuls 20% de ces 50%, soient 10% du total devront être fléchés vers l'apprentissage (heures complémentaires et fonctionnement pédagogique).

Par conséquent, ce dispositif permettra d'alléger la charge de gestion administrative relative aux heures complémentaires et pesant actuellement sur les composantes.

Il est à noter que les 10% de ressources propres alloués au titre du fonctionnement pédagogique représentent le double de la part estimée pour la formation selon l'analyse en coûts réels, et ce afin de soutenir les actions en faveur des formations développant leurs ressources propres.

C'est la valorisation des charges de masse salariale et de structures liées à l'apprentissage et à la formation continue auxquelles l'Université fait face qui permet cette redistribution de l'enveloppe de manière majoritairement non fléchée. C'est aussi un moyen permettant à l'établissement de retrouver des marges de manœuvre pour un fonctionnement optimisé de ses composantes.

De manière exceptionnelle et pour permettre un ajustement au changement de modèle d'allocation budgétaire, une enveloppe complémentaire liée aux ressources de l'apprentissage et de la formation continue sera distribuée sur projet au titre de l'année 2023 (cf. infra).

Les règles

Application des règles d'éligibilité des fonds SFCA aux 10% de l'enveloppe en fonctionnement pédagogique

Les dépenses réalisées sur l'enveloppe des 10% de fonctionnement pédagogique doivent respecter les règles d'éligibilité SFCA, soit des dépenses au prorata du nombre d'apprentis ou stagiaires en formation continue.

Répartition de l'enveloppe globale en fonction de l'activité des formations

Les composantes ont la charge de ventiler une partie de l'enveloppe non fléchée entre leurs départements de formation en fonction de leur participation aux ressources propres. Et, en particulier, les fonds de fonctionnement pédagogique doivent impérativement l'être au prorata du nombre d'apprentis et de stagiaires de formation continue.

Il n'est pas envisageable, pour des raisons d'éligibilité des dépenses, d'allouer des fonds de fonctionnement pédagogique SFCA aux formations ne portant pas d'apprentis.

Un mix dotation établissement – dotation SFCA pour les formations qui ne sont pas 100% en apprentissage.

Etant donné la nécessité de respecter la règle d'éligibilité pour la justification des fonds SFCA, les composantes ne peuvent pas allouer uniquement des fonds SFCA à leurs départements portant des formations mixtes (formation initiale et formation en apprentissage).

Une deuxième enveloppe potentielle SFCA sur projets pour 2023

Comme indiqué supra, et compte tenu des modifications des règles de fonctionnement du dialogue budgétaire pour cette préparation budgétaire 2023 et du risque d'éventuelles incompréhensions des composantes au cours de la première campagne, l'établissement a décidé de préserver une enveloppe budgétaire afin de ne pas pénaliser les départements de formation qui n'auraient pas identifié et remonté l'ensemble de leurs besoins tels que cela avait été préconisé. Cette enveloppe sera pour partie distribuée sous la forme d'un AMI au cours du premier semestre 2023.